

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 619 9 juin 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

**LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS
LIBREMENT ET SANS MODERATION**

AMBROISE (Saint)

**Evêque de Milan il convertit Saint Augustin par la force de sa
prédication.**

**« Ne dites pas que les temps sont mauvais. Soyez bons et les temps
seront bons »**

EDITO

L'ENRICHISSEMENT DES EUROCRATES

Lorsque l'on parle de l'enrichissement des eurocrates l'on pense en général aux membres de la commission européenne et aux députés européens. Ce n'est qu'une petite partie du problème malgré le faste de ces personnages. Derrière eux les fonctionnaires européens depuis le sommet jusqu'à la base c'est-à-dire les secrétaires et les chauffeurs connaissent un enrichissement personnel indu absolument massif. Les hauts fonctionnaires européens sont particulièrement gâtés. Les pensions crèvent littéralement les plafonds. Une retraite à taux plein c'est-à-dire 70 % du dernier salaire atteint selon les profils entre 12 500 et 14 000 € par mois.

Pour l'hebdomadaire « Les Quatre Vérités où nous lisons ces informations un simple juge au tribunal européen de première instance bénéficie au bout de 14 ans et dix mois de carrière d'une retraite de 12 285 € par mois.

Un autre exemple est celui d'un contrôleur adjoint de la protection des données qui a pris son service au 1er janvier de cette année 2009. À l'automne au bout seulement de 10 mois de service il aura déjà acquis 636 € de retraite par mois c'est-à-dire l'équivalent de la pension moyenne servie aux agriculteurs français. En fin de mandat au bout de cinq ans il aura droit à près de 4000 € de retraite par mois pension qu'il pourra cumuler avec celle qui percevra d'autres régimes.

Le problème est d'autant plus grave que comme chez les fonctionnaires français il n'y a pas de caisses de retraite et que ce sont simplement des engagements qui s'accumulent comme une dette hors bilan dont personne ne parle.

M.P.

[ici](#)

DU NEUF ET DU DEJA VU

LES PIEDS DANS LE TAPIS

Il est amusant de constater qu'à force de courir à gauche et de débaucher les socialistes pour faire une politique de gauche le président Sarkozy finit par se prendre un peu les pieds dans le tapis.

En effet il fait la cour à Claude Allègre ; la difficulté est qu'il faut à ce Monsieur un grand ministère et donc que son arrivée peut forcer les uns et les autres à abandonner certaines formes de pouvoir.

Mais en plus il est une particularité : c'est un des seuls hommes politiques d'un certain niveau qui critique le réchauffement climatique. De ce fait les injures pleuvent. Quelqu'un l'a accusé de négationnisme en matière d'environnement. Alain Juppé a estimé que l'arrivée de Claude Allègre constituerait un contre signal formidable en raison des positions de ce scientifique sur le réchauffement climatique.

Cela montre la force de la propagande qui s'exerce en faveur du mensonge.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent pas notre responsabilité. A chacun de juger)

ELECTIONS EUROPEENNES

Transmis par François Guillaumat

----- Message transféré -----

De : Jean-Christophe Mounicq

En fait de victoire, c'est une Bérézina pour "la droite", puisque toutes les droites, FN compris, tombent à 42%, score historiquement bas.

En faisant la promotion de l'extrême gauche sur toutes les chaînes de télé, Sarko a fait basculer le pays à gauche. Comme il ne faut pas le prendre pour un sot, la manoeuvre était forcément voulue.

Sarko a trompé les électeurs de droite en tenant un discours de droite. Il va maintenant faire la politique de centre-gauche qui a toujours été celle de l'UDF RPR, et de l'UMP et doit correspondre à son fond personnel.

Il n'y aura pas de ralentissement de "l'immigration-invasion" pour reprendre le vocable de VGE, ni de réduction des dépenses publiques et sociales. La socialisation et l'islamisation de la France vont se poursuivre (Sarko est pour l'interventionnisme public, pour la construction de mosquées, pour le port du voile).

Le déclin se poursuivra donc, à un rythme accéléré par la crise mondiale.

JC

LUNDI DE PENTECOTE

- encore 1 fois très pertinent ! Et, bien-sûr *nouvel impôt et nouveau fromage à énarques* ("caisse") ...

Il est sûr que la "caisse" engraisse plus de ronds de cuir que de vieux morts de canicule en 2003, comme le Ministère aux Anciens Combattants et autres fromages

Jean-Marie Balcet

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

VENDREDI 5 JUIN 2009

LA JOLIE FARCE DU LUNDI DE PENTECÔTE

Un nouvel impôt ne meure jamais et la jolie farce du lundi de Pentecôte nous le confirme une fois de plus. La farce est significative tant cette péripétie montre comment la paupérisation se développe en France de multiples manières par l'action des pouvoirs successifs.

Le lundi de Pentecôte, anciennement férié, ne l'était plus, les Français étant invités à travailler gratuitement ce jour-là pour soi-disant aider les personnes âgées. C'est après la canicule de 2003 et les 16 000 décès dans les maisons de retraite plutôt piteuses que Raffarin avait monté en 2005 cet invraisemblable dispositif. Ce fut un beau charivari. Personne n'était d'accord sur le choix du jour : rien dans le système socialiste ne peut jamais marcher, dès lors que l'on refuse aux gens d'agir dans la liberté.

Le cafouillage fut tel qu'en 2007 l'opération se situait dans des confins incertains où nul ne savait s'il devait travailler ou non et où personne ne connaissait les services qui fonctionneraient ou non.

Voici le détricotage historique et économique du phénomène que les journaux et médias se sont bien gardés de décrire car il mettrait en cause tout le système d'exploitation du peuple français par les prédateurs publics.

Au départ et sur des décennies, se trouve l'effet de ruine résultant de l'action perpétuellement interventionniste des gouvernements de toutes sortes.

L'Etat, s'occupant abusivement de tous les problèmes au lieu de laisser le marché les régler, détruit la richesse acquise et empêche la richesse nouvelle de se créer ; ce faisant, il génère lui-même son incapacité à résoudre les problèmes qu'il veut abusivement corriger puisque par conséquence il n'a jamais d'argent. Au passage, dans l'immense désordre et l'opacité

des finances publiques les élus, fonctionnaires et bien d'autres prélèvent une part croissante de la rivière argentée pour leur avantage personnel.

Parallèlement et depuis longtemps, des attaques sournoises ont été développées contre la famille. Il en résulte que les familles, dont le devoir et le droit sont de s'occuper de leurs anciens, ne peuvent pas ou ne veulent pas prendre en charge les problèmes de l'âge avancé et que l'idée même de le faire leur a été enlevée : ces familles étant ruinées se déchargent tout naturellement et par réflexe organisé sur l'Etat, ce qui donne prétexte à encore plus d'interventions.

Depuis que l'homme existe et dans toutes les civilisations, il revient aux personnes privées et aux familles de préparer leur avenir et d'aider leurs anciens à faire face, ceux-ci continuant d'ailleurs le plus souvent à rendre des services à leur mesure.

Si la France n'était pas un pays étroitement dirigé d'en haut, il n'y aurait pas de difficulté pour la gestion des personnes âgées ni non plus pour leur état de dépendance éventuelle. L'épargne de chacun y pourvoirait avec une foule de possibilités diverses offertes par des assurances librement négociées et le secours de la solidarité familiale.

Cette situation avec, en conséquence, l'état lamentable d'un très grand nombre d'institutions publiques pour personnes âgées a conduit au désastre de 2003 ; les 35 heures maintenues avec soin par la fausse droite alors au pouvoir n'ont fait que compliquer la gestion. Le pouvoir a inventé alors cette machinerie du lundi de Pentecôte travaillé gratuitement qui a tourné en une vraie farce.

En fait, c'était la résurrection de l'ancienne corvée, dans le cas des salariés qui ont effectivement travaillé le fameux lundi. La ressource dégagée a représenté 2 milliards d'euros, ce qui était une goutte d'eau par rapport au problème et personne ne pouvant savoir si, véritablement, les personnes âgées en ont bénéficié ou si les sables mouvants de la bureaucratie étatique les ont avalés.

Jamais, vraiment jamais l'argent récolté par la force pour aider telle ou telle catégorie ne parvient réellement en totalité aux futurs bénéficiaires. L'exemple de la vignette auto l'a illustré jadis d'une façon dramatique, car censée payer la retraite des vieux elle servait, de disparaître, à payer franc pour franc les fêtes que les conseillers généraux s'offrent à eux-mêmes et à leurs amis.

En fait ce fut, pour le lundi, un véritable embrouillamini générant la ruine par les incertitudes multiples : un désordre incomparable s'empara de la France pendant plusieurs jours. Or, la création de richesse est corrélée avec la sécurité des contrats. et tout désordre génère l'effet de ruine.

Les salariés devaient travailler un jour de plus et comme les firmes étaient susceptibles d'engranger un jour de plus de production, elles versaient un impôt nouveau de 0,3 % de la masse salariale lequel s'ajoutait, dans la créativité fiscale, aux nombreux impôts nouveaux habituels. Dans la foulée les revenus financiers ont été tapés des mêmes 0,3 %,

quelques uns comme les agriculteurs échappant à la razzia sans doute pour d'obscures raisons électorales. Le désordre juridique s'est ajouté : personne ne savait exactement qui devait payer le nouvel impôt, comment et sur quelles bases. Un notaire a écrit qu'il ne savait même pas s'il aurait à payer 0,3 % !

En 2008 le fameux lundi est redevenu férié et cela fut confirmé récemment pour 2009. La farce est close et le farceur n'est plus premier ministre. De la tragi-comédie, il résulte au moins un bienfait : le personnel des maisons d'accueil des personnes âgées a appris à gérer souvent d'une façon un peu plus humaine. Réjouissons-nous !

Un organisme spécial fut créé à l'époque sous forme d'une caisse nouvelle pour recueillir et distribuer l'argent ce qui signa la naissance d'un nouveau dinosaure étatique, naissance caressée avec bonheur par ses responsables. Nous avouons ignorer si ce dinosaure a prospéré ou a été supprimé ; nous nous excusons d'être quelque peu pessimiste à ce sujet, car un dinosaure public est immortel !

Il reste l'impôt, dénommé prélèvement, de 0,3% sur la masse salariale qui accroit en passant le vrai gag de la feuille de paie. De même, le « prélèvement » de 0,3% sur les revenus du capital continue.

A eux deux et à due concurrence, ils génèrent le chômage en chassant les entreprises hors de France.

Les personnes âgées en souffrent inévitablement plus que les autres étant par nature plus faibles et un des principes du socialisme étant que les faibles sont les perpétuelles victimes !

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il est indiqué aux personnes qui ne reçoivent pas les flashes qu'ils peuvent aussi les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

CITATIONS

UN PROVERBE CHINOIS

« Quand le riche maigrit, le pauvre crève de faim »

ARISTOTE "Yvan Blot, la politique selon Aristote"

Sur les cumuls :

"Il peut sembler mauvais que plusieurs magistratures reviennent au même magistrat, pratique à l'honneur chez les Carthagois. Car c'est quand elle est accomplie par un seul individu qu'une tâche l'est le mieux. Il faut que le législateur veille à ce qu'il en soit ainsi, et à ne pas assigner au même individu les tâches de joueur de flûte et de cordonnier"

Les coutumes :

"Les lois qui viennent des coutumes ont plus d'autorité et concernent des choses plus souveraines que celles qui s'appuient sur des prescriptions écrites de sorte que si un homme gouverne plus sûrement que les lois écrites, il ne le fait pas plus sûrement que les lois fondées sur la coutume"

REVUE DE PRESSE

UN FILM A NE PAS VOIR

Actuellement surtout les bus parisiens se trouve une publicité pour un film qu'il ne faut surtout pas à les voir et qui s'intitule : HOME. D'après les comptes rendus tout à fait hystériques de la presse, tant est forte la propagande, c'est un film à la glorification de la chimère du réchauffement climatique.

L'on voit des icebergs se dégager de se dégager magnifiquement de l'océan Arctique et des ours blancs finissant par mourir après avoir nagé indéfiniment sans apercevoir de nouvelles proies.

Il est évident que l'on nous montre pas ce qui se passe dans le pôle sud qui est tout à fait le contraire puisque le poids de la glasse ne cesse d'augmenter.

L'un des dangers spécifiques de ce film est que, paraît-il, les images sont magnifiques et que certaines personnes sont peut-être tentées de le voir simplement à cause des images. Il faut savoir résister pour ne pas prêter le jeu à la propagande.

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

Le Monde daté 2 juin 2009 a publié un article de Philippe Simonnot sous le titre : Il faut rétablir l'étalon-or de l'euro. Le titre proposé par l'auteur était : La raison cachée de l'euro, Là où de Gaulle a échoué, Sarkozy peut réussir [c'était un titre bien plus logique]

Il faut rétablir l'étalon-or de l'euro

par [Philippe Simonnot](#), *Le Monde*, 1er juin 2009

Il y a quelque chose de tellement pourri au "royaume" de l'euro que l'on se demande par quelle aberration l'Europe s'est engagée dans la voie à sens unique de la monnaie unique. Peut-être y a-t-il une ruse de l'histoire dans ce cheminement calamiteux. Mais alors, quelle pourrait être la raison cachée de l'euro ?

Dans un espace géographique donné, une monnaie unique suppose une libre circulation des biens, des capitaux et de la main-d'œuvre et une flexibilité complète des prix et des salaires. Si le travail n'obéit pas à cette loi d'airain, alors que marchandises et capitaux lui sont soumis, des poches de chômage apparaissent dans certaines régions, dans certains pays, qui ne pourraient être réduites que par des efforts budgétaires hors de portée de l'Union européenne dans l'état actuel de ses institutions.

Toujours là, ces forces de dissolution sont, non pas contenues, mais masquées par l'euro en ce qu'il a supprimé les thermomètres qui permettaient de mesurer les divergences entre les Etats membres. Il en résulte que beaucoup de pays membres empruntent à des taux plus bas et se permettent des déficits plus élevés qu'ils ne le pourraient s'ils avaient encore leur propre monnaie. Ces subterfuges ne peuvent évidemment pas durer.

Autre aberration du point de vue des princes qui nous gouvernent : les Etats ont abandonné ce qui était considéré, génération après génération, comme un attribut régalien, à savoir le pouvoir de frapper monnaie, pour le confier à une banque centrale, sise à Francfort, qui, par un coup de force institutionnel, a été proclamée indépendante. Il avait été prévu, au départ, du plan Werner (1970) au plan Delors (1989), que ce pouvoir monétaire exorbitant serait contrebalancé par une instance économique intergouvernementale. Le deuxième pilier de l'édifice a été oublié en route. L'édifice actuel est non seulement bancal, mais en plus il n'a aucune légitimité démocratique.

Enfin, faut-il le rappeler, il n'y a rien dans le pacte fondateur de l'Union européenne, le traité de Rome du 25 mars 1957, qui laisse entrevoir que cette Union nécessiterait une unification monétaire - et de fait, elle n'en nécessitait aucune du seul point de vue économique et financier.

Si, toutefois, l'on ne renonce pas à trouver un sens à ce cheminement extravagant, on observera d'abord cet "avantage acquis" de l'euro : la monnaie, en Europe, a été éloignée du pouvoir politique, et si des peuples recrues d'histoire ont si facilement abandonné des signes monétaires auxquels ils étaient accoutumés depuis des siècles, c'est justement que, las des manipulations étatiques de la planche à billets, ils ont accueilli avec soulagement cette autonomisation de la monnaie, laquelle pourrait servir de plate-forme au rétablissement de l'étalon-or par l'Europe.

Le pacte de stabilité et de croissance de 1997 - certes fragile, on le voit bien aujourd'hui -, pouvait même être considéré comme un premier pas dans cette direction. Mais à quoi bon subir les disciplines de l'étalon-or sans jouir de ses avantages ?

Grâce à l'existence même de l'euro, Nicolas Sarkozy peut réussir là où le général de Gaulle, qui ne disposait que du franc, a échoué : mettre fin au vice du système monétaire international en rétablissant la convertibilité métallique. Le président français a, du reste, laissé la porte ouverte pour une telle solution en appelant de ses vœux lors de son allocution du 5 février l'instauration d'"un régulateur international".

Dans cette démarche, l'Europe peut trouver des alliés : la Russie, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le Brésil, l'Inde, mais aussi, bien sûr, la Chine, encombrée de ses milliards de dollars, qui vient de donner un signal intéressant en révélant après coup qu'elle avait quasiment doublé ses réserves en or.

Si l'Europe ne choisit pas cette voie, elle risque de subir une fois de plus, tel un satellite, les ravages de l'inflation américaine. C'est bien cette dernière qui est responsable de la fantastique flambée des cours du pétrole et des autres matières premières en 2008.

La nouvelle vague d'inflation, voire d'hyperinflation américaine qui arrive, obligera l'euro à se réévaluer de facto. On peut donc redouter une exportation du chômage américain (et anglais) vers l'Europe, avec son cortège de misère, de crises sociales, voire politiques. L'histoire enseigne que la monnaie-papier n'est tout simplement pas viable à long terme. Une course pour le rétablissement de la convertibilité métallique est déjà engagée entre les grandes puissances du monde. Le premier qui rétablit l'étalon-or gagnera un afflux immédiat d'épargne permettant de financer sainement la relance. Il est imaginable que certains, aux Etats-Unis, tiennent le même raisonnement et pensent rétablir le Gold Exchange Standard de Bretton Woods pour perpétuer le privilège du dollar. Si l'Europe réussit ce coup de maître, facilité par l'euro, elle peut détourner vers elle l'épargne mondiale qui continue d'être drainée par les Etats-Unis, et retrouver la place au centre du système monétaire international qu'elle a perdue en 1914. Une manière de solder enfin les comptes du XXe siècle.

ARTICLES DE CET AUTEUR

- [De la déflation à l'hyperinflation](#)
 - [HP domine le monde des PC](#)
 - [Ludwig von Mises](#)
 - [Contre Polanyi](#)
 - [Claude Lévy-Strauss](#)
 - [\[...\]](#)
-

RECHAUFFEMENT

[La grande illusion](#)

Par [Georges Lane](#), 7 juin 2009



Václav Klaus, président en exercice de la République tchèque mais aussi de l'Union européenne - pour autant que son pays assure la présidence réglementaire semestrielle tournante d'icelle jusqu'à la fin du mois – a eu l'occasion, cette dernière semaine, à Paris, de présenter



et de **dédicacer**



la traduction en français de son livre *Planète bleue en péril vert*



qui venait de sortir des éditions de l'I.R.E.F. Il est à noter que le français est la dixième langue de ce livre qui a été publié en 2007.

1. Le climat ou la liberté.

Le sous-titre du livre, *Qu'est-ce qui est en danger aujourd'hui : le climat ou la liberté ?*, contribuera peut-être à faire comprendre pourquoi de grands éditeurs français auxquels on avait soumis le manuscrit ont refusé de le prendre. Evoquer la liberté ferait-il désormais de plus en plus peur en France ?

L'ouvrage porte sur le *réchauffement climatique* tel qu'il est dépeint, voire prétendument *expliqué* par un certain nombre de voix écologistes et sur les dangers qu'il ferait courir selon les mêmes voix "autorisées".

Il remémore à l'occasion les peurs lancées dans les années 1970 par le "Club de Rome", le fameux rapport *Halte à la croissance !* sur la fin du monde et des matières premières ou les avertissements contre le...*refroidissement* de la planète.

Que reste-t-il de tout cela aujourd'hui ? Aujourd'hui même, on ne parle plus de la couche d'ozone, la Grande Peur des années 1990.

Même le "réchauffement climatique" s'est transformé en "changement climatique" pour la raison que, depuis 2003, nous avons connu les hivers les plus froids depuis 50 ans.

A ce propos, on remarquera que l'ouvrage est plein de statistiques sur l'évolution des températures ou de la pollution.

Au fond, il faut relativiser le réchauffement climatique : il n'était ni "global", ni "important", ni "exclusivement provoqué par l'homme". C'est peu de choses, c'est un petit accident. Il y en a déjà eu dans le passé et un degré en un siècle, ce n'est rien du tout. Il y a déjà eu des plus fortes variations, cela n'a rien à voir avec l'actualité humaine et avec le CO2. Il ne s'agit donc pas d'un débat technique sur les sciences physiques.

Il reste que qui a entendu parler de l'"Appel de Heidelberg" ou de la "*Déclaration de Leipzig*" ? Ou bien de la "*Pétition de l'Orégon*" qui soutient qu'il n'existe aucune preuve convaincante de ce que la production de dioxyde de carbone, de méthane ou de tout autre gaz à effet de serre engendrerait ou devrait engendrer dans un avenir prévisible, un "réchauffement catastrophique de la Terre". Des milliers de vrais savants ont signé ces documents. L'appel de Heidelberg rappelant qu'il n'existe aucun consensus scientifique sur

le réchauffement climatique porte la signature de 4 000 scientifiques dont 72 prix Nobel.

Václav Klaus fait aussi apparaître par exemple qu'entre les bureaucrates du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental de l'ONU), les faux économistes qui ont rédigé les centaines de pages du "rapport Stern", les films de l'ancien vice-président Al Gore, les fonctionnaires du Grenelle de l'Environnement et, j'ajouterai, la dernière grande mascarade, celle du tout nouveau film "Home", il existe un point commun : le mépris de la vérité, un mépris qui n'hésite pas à faire fi des données scientifiques.

Avec ce livre, Václav Klaus s'est proposé de "relever le défi de la vérité". Et il le pose en termes de sciences de l'homme et non pas de sciences physiques.

Il fait comprendre que le combat contre le prétendu "réchauffement climatique" n'est que le perpétuel combat politique de certains que je n'hésite pas à dénommer "totalitaires", l'idéologie changeant d'oripeaux selon les époques.

C'est le énième complot d'une minorité pour usurper le pouvoir social en effrayant la population, et ces gens-là n'admettent pas la contradiction.

Pour le président Klaus, cela évoque cette espèce de pensée unique, de carcan intellectuel comme au temps du communisme. Comme il le dit, *ce qui est en danger, ce n'est pas la planète, c'est la liberté.*

Le débat doit donc porter sur la liberté.

Et le livre est un plaidoyer en faveur de la liberté de l'individu et du droit de propriété, les seules vraies solutions pour défendre notre environnement si tant est qu'il est besoin de l'être.

Václav Klaus attire l'attention sur une caractéristique de l'écologisme qui me semble avoir été négligée même par ses prosélytes jusqu'à ces derniers temps..., à savoir qu'elle est une "idéologie pour riches".

Et, en grand économiste qu'il est, il met le doigt sur une conséquence importante : le comble va être que

« ce sont précisément les pays les plus pauvres qui paieront le prix de cette idéologie car ils sont pris en otage par les environnementalistes qui suggèrent de freiner le progrès. Les victimes, en fin de compte, seront précisément les gens les plus démunis ».

On ne peut pas en effet parler de ces problèmes sans savoir quels seraient les effets du réchauffement planétaire et quels seraient les coûts d'une lutte du style Kyoto, projet Al Gore, rapport Stern, etc. Le président Klaus a rectifié dans le livre un très grand nombre d'erreurs qui ont été commises.

Ce n'est pas par hasard si les Etats-Unis et d'autres pays ont refusé de signer le protocole de Kyoto, et si la Nouvelle-Zélande et d'autres pays s'appêtent à se retirer parce que si l'on en croyait les thèses des écologistes, il est incontestable que cela consommerait une partie extraordinaire du produit intérieur.

Comme l'idéologie marxiste, l'écologisme se moque des individus. A la différence de celle-là, qui chargeait l'Etat de planifier le progrès, celle-ci rejette tout progrès scientifique et exclut par là même la capacité de l'homme d'innover et de s'adapter.

Bref, comme Václav Klaus n'a pas hésité à le dire en français lors de sa conférence :

"C'est la liberté qui est en danger. Le climat va bien".

2. La grande illusion.

En vérité, l'alternative n'est pas nouvelle mais sans cesse renouvelée. Merci à Václav Klaus de remettre le phénomène au grand jour une nouvelle fois et de lui tordre le cou.

Je ne saurais trop rappeler en effet la conférence donnée par Jacques Rueff, le 2 mai 1935, au "Club américain de Paris", conférence qui elle-même s'articulait à la fable de Jean de La Fontaine intitulée :



Jupiter et le Métayer (ci-contre).

Mais la dénomination à ces époques différentes (respectivement, première partie du XXème siècle et seconde partie du XVIIème siècle) n'était pas la "protection de l'environnement", ni même le "totalitarisme" - bien que ce dernier prît son envol au XXème siècle -, mais leur moteur, à savoir le dirigisme dont, en France, nous ne sommes toujours pas sortis.

